

Au Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes

Mesdames,  
Messieurs,

Je vous remercie de votre invitation à m'exprimer au nom des refuges et des maisons de transition au service des femmes et des enfants victimes de violence faite aux femmes et aux partenaires intimes, en particulier dans les régions éloignées, comme la Westcoast Transition House.

Les problèmes auxquels sont confrontées les femmes qui fuient la violence sur la côte ouest de l'île de Vancouver sont uniques et variés. Comme dans beaucoup d'autres collectivités de l'île de Vancouver, cette région est touchée par une pénurie de logements, et une grande partie des logements disponibles sont financièrement inaccessibles pour ces femmes. La Westcoast Transition House sert les municipalités de Tofino et d'Ucluelet, ainsi que les collectivités des Premières Nations de Hitacu, de Macoah, d'Esowista, de Ty-Histanis, d'Opitsaht, d'Ahousaht et de Hot Springs Cove. Bon nombre des femmes des collectivités des Premières Nations n'ont d'autre choix que de retourner dans leur collectivité où vivent encore leur conjoint violent et leur famille. Le fait de vivre à l'extérieur d'une réserve n'est pas une option réaliste, parce que trop onéreuse. Les femmes sont ainsi réduites à deux choix : l'itinérance ou le retour chez leurs agresseurs.

Non seulement le manque de logements abordables et subventionnés touche les femmes qui fuient la violence, mais il crée aussi des situations où les femmes sont exposées à la violence en raison de leur itinérance. Comme il n'y a pas de refuge sur la côte ouest, nous offrons aussi des services aux femmes itinérantes afin de les protéger des risques de subir de la violence.

Les collectivités auxquelles nous offrons nos services s'étendent sur 80 km le long de la côte, et certaines ne sont accessibles que par voie maritime ou aérienne. Cela dit, il n'y a aucun service de transport en commun dans cette région. Ainsi, il est difficile pour les femmes et les enfants qui cherchent refuge de se rendre dans un endroit sûr, même lorsque ces personnes ne sont pas dans un état émotionnel intense. Bien que nous offrons le transport jusqu'à la maison de transition, dans certaines de ces collectivités éloignées, les victimes n'ont accès à aucun service de téléphonie cellulaire ou téléphone public pour communiquer avec nous afin de se prévaloir de ce service.

Bien que ce ne soit pas le cas pour toutes les femmes, beaucoup d'entre elles sont également aux prises avec d'autres problèmes comme la pauvreté, la dépendance, les problèmes de santé mentale et les traumatismes intergénérationnels. Le niveau actuel de soutien offert aux femmes dans les maisons de transition ne peut pas régler tous ces problèmes. Cependant, il faut parcourir de deux à six heures de distance pour accéder aux services spécialisés comme les médecins spécialistes, les bureaux d'aide juridique et les établissements de traitement. Cela fait souvent en sorte que les femmes doivent quitter leur maison de transition pour une courte période afin d'avoir accès aux services nécessaires et y retourner par la suite. Comment donc pouvons-nous aborder ces problèmes intersectionnels de façon indépendante alors qu'ils se perpétuent les uns les autres?

En raison de notre financement limité, nous sommes incapables de recruter et de maintenir en poste des personnes qualifiées dans notre secteur, alors que les femmes que nous servons ont besoin de connaissances approfondies en matière de violence, d'abus, de santé mentale, de toxicomanie et de traumatismes intergénérationnels. En effet, les candidats qui ont les qualifications requises sont attirés par des emplois bien rémunérés, le plus souvent dans de plus grands centres offrant davantage de possibilités de logement. Ainsi, sans accès à des ressources humaines à l'interne ou à proximité, nous n'avons pas la capacité d'offrir à ces femmes les services complets dont elles ont désespérément besoin.

Puisque nous concentrons nos efforts sur la gestion des conséquences de ces problèmes, il ne nous reste plus de ressources pour offrir des programmes à toute la famille, y compris aux hommes qui commettent des actes de violence à l'endroit des femmes que nous tentons d'aider. Ces hommes sont

souvent eux-mêmes victimes de violence et d'abus. Les programmes destinés aux agresseurs peuvent servir d'intervention précoce et prévenir la récurrence des comportements violents.

Nous livrons une dure bataille pour résoudre des enjeux comme :

- la pénurie de logements abordables;
- la pénurie de logements subventionnés;
- le manque de services d'hébergement;
- le manque de services de transport en commun;
- le manque de services spécialisés comme des médecins spécialistes, des bureaux d'aide juridique et des établissements de traitement;
- le manque de ressources pour le recrutement et le maintien en poste;
- le manque de services complets.

Compte tenu de nos divers services, non seulement avons-nous besoin de lits supplémentaires dans notre maison de transition et d'un refuge distinct, mais nous devons aussi nous attaquer à la crise du logement, qui est particulièrement problématique dans les centres de villégiature, où le coût de la vie atteint des sommets et la disparité des revenus est énorme. La population a besoin d'un plus grand nombre de services sociaux comme le transport en commun et divers services médicaux et juridiques, et ceux-ci doivent être offerts en fonction des besoins et non des profits. Il serait également avantageux pour nos organismes de disposer de fonds suffisants pour élargir notre gamme de services de sorte à soutenir les travailleurs et tous les membres de la famille des femmes et des enfants victimes de violence. À l'heure où notre secteur s'efforce de collaborer davantage avec d'autres fournisseurs de services comme la Gendarmerie royale du Canada et le ministère des Enfants et du Développement de la famille, une éducation accrue et une formation polyvalente permettraient de réduire la nécessité pour les travailleurs de première ligne de défendre les intérêts de ces femmes dont la voix ne se fait peut-être pas entendre.

Dans l'attente de vos commentaires sur cette question importante, je vous remercie, Mesdames, Messieurs, d'avoir pris le temps d'examiner la présente.

Respectueusement,

Carrie Ho

Gestionnaire des opérations

Westcoast Community Resources Society

500, promenade Matterson, C.P. 868

Ucluelet (C.-B.) V0R 3A0

Téléphone : 250-726-2343

Télécopieur : 250-726-2353

Téléphone (après les heures normales de bureau) : 250-726-2020 ou 1-877-726-2080

[www.wccrs.ca](http://www.wccrs.ca)